

“L'envoyé du diable”

Suivi des récits d'aide sur les réseaux sociaux : observations récentes en RDC

25 Février 2026

Ce briefing d'Insecurity Insight analyse l'activité publique sur les réseaux sociaux entre le 25 janvier - 15 février 2026 en RDC



Il est de plus en plus crucial de comprendre la manière dont les acteurs humanitaires sont représentés en ligne. Les discours diffusés sur les réseaux sociaux façonnent la perception qu'ont les communautés des organisations humanitaires et peuvent influencer l'accès opérationnel ainsi que la sécurité du personnel. À mesure que ces discours prennent une place centrale dans la compréhension et la contestation de l'aide, leur suivi devient essentiel pour l'acceptation de l'aide, la gestion de la sécurité, la programmation et la communication avec les populations affectées. En analysant les discours émergents et établis sur les réseaux sociaux, cette note d'information offre un aperçu de l'évolution de l'opinion publique à l'égard des acteurs humanitaires. Elle vise à soutenir les décideurs et les praticiens humanitaires dans le renforcement de l'acceptation communautaire au sein d'un environnement en mutation rapide.

Ce briefing s'inscrit dans une initiative à plus long terme en RDC visant à examiner comment l'acceptation ou le rejet des agences d'aide humanitaire s'expriment sur les réseaux sociaux. Le contenu est sélectionné à partir de listes prédéfinies d'agences des Nations unies, d'ONG internationales, d'ONG locales et d'organisations de la société civile, ainsi que de mots-clés généraux liés à l'aide humanitaire et au développement en RDC. Les commentaires associés aux publications ayant suscité le plus grand nombre de réactions ont fait l'objet d'une analyse qualitative afin d'identifier les discours dominants. Cette édition couvre des exemples de :

- **La manière dont les évolutions sécuritaires, notamment le retrait des troupes de la MONUSCO, les pourparlers de cessez-le-feu, les réunions des Nations unies et la réouverture de l'aéroport de Goma**, suscitent un examen critique axé sur les performances, les acteurs onusiens étant principalement évalués à l'aune d'attentes de résultats sécuritaires immédiats plutôt qu'en fonction des limites de leur mandat.
- **La manière dont les publications thématiques sur la santé et le genre** génèrent un engagement relativement constructif, avec une politisation limitée dans l'échantillon à forte interaction analysé.
- **La manière dont les messages des donateurs et des diplomates (UE et Belgique)** activent des discours liés à la géopolitique et à l'exploitation minière.
- **La manière dont des publications isolées à faible engagement reflètent un scepticisme plus large à l'égard des acteurs internationaux**, sans toutefois révéler, au regard des indicateurs accessibles en sources ouvertes, de preuves d'amplification coordonnée ou de ciblage organisé durant la période de suivi.

La sélection ne prétend pas couvrir l'ensemble des discussions en ligne relatives à l'aide en RDC, mais met en lumière les discours publics les plus visibles sur une période de 22 jours directement liée aux perceptions de l'aide. Afin de respecter la vie privée, l'analyse repose exclusivement sur des publications publiques provenant d'adresses IP identifiables situées en RDC, à l'exclusion de tout contenu que les utilisateurs n'ont pas délibérément rendu public, tel que les échanges au sein de groupes privés, de réseaux fermés, de plateformes de messagerie chiffrée, ainsi que les publications d'utilisateurs ayant choisi de masquer leur localisation.

Récits principaux

Réactions au retrait des troupes sud-africaines de la MONUSCO sur Facebook : la sécurité domine, les critiques directes à l'égard du secteur de l'aide sont limitées

Cinq publications Facebook de médias édités, diffusées entre le 08 et le 09 février 2026, ont annoncé le retrait des soldats sud-africains de la MONUSCO, en référence à une notification officielle adressée au Secrétaire général des Nations unies et présentant le processus comme coordonné et progressif. Plusieurs

publications ont relié cette annonce à la diplomatie régionale en cours et aux consultations menées avec les autorités congolaises.

Ces publications ont généré **116 commentaires, dont 14 exprimaient un sentiment négatif** à l'égard du secteur de l'aide ou d'acteurs du système international. Les autres commentaires étaient neutres ou sans lien direct avec la MONUSCO ; ils portaient notamment sur des enjeux politiques nationaux, des spéculations géopolitiques, des questions procédurales, ainsi que sur certains contenus "spam". De nombreux commentaires ont évalué le retrait à l'aune de l'efficacité perçue de la MONUSCO au fil des années, en particulier en matière de protection des civils et de contrôle du territoire. Certains ont évoqué les 27 années (La MONUSCO a été créée en **juillet 2010**, mais un nombre important d'utilisateurs des réseaux sociaux ont 27 ans) de présence de la mission pour remettre en question son impact et ses résultats.

- **Des critiques formulées comme un échec plutôt qu'un débat sur le mandat** : lorsque des opinions négatives apparaissaient, elles exprimaient généralement une insatisfaction quant aux résultats, plutôt qu'une discussion sur les limites du mandat ou les contraintes structurelles du maintien de la paix. Les critiques portaient principalement sur les attentes en matière d'amélioration de la sécurité.

"Qu'ils partent Ils ont échoué Ala mission"

- **Allégations de complicité** : un nombre restreint de commentaires suggérait que l'ONU ou certains contingents avaient soutenu ou toléré des groupes armés. Bien que minoritaires, ces affirmations étaient présentes dans les échanges.

"Distraction ONU grand soutien du M23"

- **Interprétations économiques et géopolitiques** : certains commentateurs ont attribué le retrait à des tensions géopolitiques (notamment en évoquant les relations entre l'Afrique du Sud et les États-Unis) ou ont suggéré que les troupes étrangères poursuivaient des motivations économiques.

"C'est normal que des militaires sud africains puissent quitter le sol congolais, vu que la RDC s'est rapprochée de l'usa et il y a clopin clopant entre l'USA et l'Afrique du Sud, Basalaka na bango pe eloko te 🏃🏃"

- Un commentaire a spécifiquement visé le contingent indien de la MONUSCO, appelant à son retrait immédiat et l'accusant de complicité dans le conflit. Même isolées, de telles accusations visant des contingents nationaux identifiables comportent un risque réputationnel et opérationnel. Elles peuvent alimenter la méfiance au niveau communautaire, personnaliser des griefs institutionnels et, en cas d'amplification ultérieure, accroître l'hostilité envers certains contributeurs de troupes.

"La population congolaise demande le retrait immédiat du contingent indien car il est le plus utilisé pour la complicité de la guerre à l'EST de la RDC."

Ce que cela nous apprend

- L'annonce du retrait a suscité relativement peu d'hostilité directe envers les acteurs humanitaires ou la MONUSCO : 12 % des commentaires exprimaient un sentiment négatif à l'égard d'acteurs du système international.

- Toutefois, lorsque la MONUSCO faisait l'objet d'échanges substantiels, elle continuait d'être évaluée principalement à l'aune des résultats perçus en matière de sécurité, plutôt qu'au regard de son mandat ou de son cadre institutionnel. Même lorsque le retrait était présenté comme coordonné et procédural, les discussions s'articulaient autour de l'efficacité, de la responsabilité et de l'alignement politique.
- Cela suggère que toute annonce relative à la MONUSCO est susceptible de déclencher un examen critique centré sur les performances. Par ailleurs, bien que limités dans cet échantillon, les discours plus généraux sur la complicité ou les intérêts extérieurs demeurent présents dans le cadre interprétatif plus large au sein duquel évoluent les acteurs internationaux.

Réactions aux pourparlers de cessez-le-feu et aux réunions de l'ONU : le scepticisme à l'égard des mécanismes alimente les critiques du secteur de l'aide

Huit publications Facebook de médias éditées et une publication sur X, ayant touché environ **570 000 utilisateurs entre le 8 et le 14 février 2026**, portaient sur les pourparlers de cessez-le-feu et les réunions entre les autorités congolaises et le Secrétaire général adjoint des Nations unies. Les publications mettaient en avant la mise en œuvre des engagements de Washington et de Doha, le cessez-le-feu, la protection des civils ainsi que le mécanisme de surveillance et de vérification envisagé, présenté comme pouvant être déployé dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Sur **237 commentaires, 55 (environ 23 %) ont été classés comme négatifs à l'égard du secteur de l'aide**, dont 20 visaient directement la MONUSCO. La plupart remettaient en question la capacité des processus de cessez-le-feu et des dispositifs de vérification à produire des changements concrets sur le terrain.

- **Rejet de la présence de l'ONU plutôt que critique des mécanismes** : certains commentateurs ont rejeté le rôle même de l'ONU, suggérant à la place une adhésion au « Conseil de paix de Trump ».

“Nous ne voulons pas de l' ONU ici parce que ils ne font absolument rien , il sera mieux d'adhérer dans le conseil de Paix de trump”

- **Méfiance personnalisée envers le représentant en visite** : au lieu de débattre des orientations politiques, certains commentaires ciblaient le représentant onusien, le présentant comme aligné sur des intérêts étrangers et agissant au détriment de la RDC.

“Ce Mr. C'est un démon qu'il ne faut plus approché,il a plus travailler pour la France,que pour aider plus la RDC,on doit ses méfier de lui,👊👊”

- **Narratif d'échec prolongé** : un thème récurrent avançait que, malgré des ressources importantes et des pertes humaines, la présence onusienne depuis deux décennies n'avait produit aucun changement significatif. La réunion était ainsi interprétée comme un épisode supplémentaire d'un cycle de diplomatie symbolique sans effets tangibles.

“C'est la monusco qui est à la base de cette guerre dans notre pays personne n'ignore”

- **Cadrement en termes de complicité** : certains commentaires ont intensifié la critique en alléguant que la MONUSCO serait elle-même responsable du conflit.

“Il a fait cent mille tous dans ce pays, mais rien ne change mais il est reçu avec honneur à chaque fois par ses esclaves, même après des millions de morts et milliards de dollars des minerais pillés,ce monde est dirigé ailleurs...”

Ce que cela nous apprend

- Dans cet échantillon de commentaires, les publications relatives au cessez-le-feu et aux mécanismes de vérification ont suscité une proportion notable de sentiments négatifs envers l'ONU et la MONUSCO. Le principal facteur semble être un décalage d'attentes : les mécanismes de cessez-le-feu sont évalués à l'aune de résultats sécuritaires immédiats — réduction de la violence, protection des civils, reprise du contrôle territorial — plutôt qu'en fonction des étapes procédurales de suivi et de vérification.
- Le contexte narratif suggère que la méfiance institutionnelle constitue un moteur plus important des perceptions négatives que le désaccord sur des dispositifs de paix spécifiques.
- Les commentaires négatifs ont été plus fréquents à la suite d'annonces d'intentions ou de plans relatifs au cessez-le-feu qu'après une décision mettant fin à une présence, telle que le retrait sud-africain de la MONUSCO. Cela suggère que les commentateurs critiques sont davantage mobilisés lorsqu'il s'agit d'influencer des évolutions futures que lorsqu'ils commentent des décisions déjà actées.

Épidémie de choléra : engagement limité, absence de discours préjudiciables dans les publications à forte visibilité. Parmi les publications à plus forte interaction analysées durant la période considérée, la couverture de l'épidémie de choléra n'a donné lieu à aucun discours préjudiciable. Dans ce sous-ensemble, une seule publication de Médecins Sans Frontières (MSF) évoquait le contexte plus large de la réponse à l'épidémie (en référence à la rougeole en 2025), en mettant en avant le nombre de patients pris en charge en collaboration avec le ministère de la Santé. La publication a suscité un engagement limité mais positif, les commentaires exprimant principalement des encouragements et de la reconnaissance pour le travail de MSF. Aucune tentative visible de politisation de l'épidémie, de diffusion d'informations erronées ou de remise en cause de la légitimité de la réponse n'a été observée dans l'échantillon à forte interaction examiné pour cette note d'information.

Réouverture de l'aéroport de Goma

Six publications (cinq sur Facebook et une sur X) relatives à la réouverture de l'aéroport international de Goma ont touché environ **270 000 utilisateurs et généré 227 commentaires**. Parmi ceux-ci, **39 (environ 17 %) exprimaient un sentiment négatif à l'égard du secteur de l'aide humanitaire**, dont 15 visaient directement la MONUSCO. Les publications indiquaient qu'après un an de fermeture consécutif à la prise de contrôle de Goma par l'AFC/M23, un hélicoptère de la MONUSCO avait atterri avec à son bord le chef de mission par intérim. La réouverture était présentée comme liée à la vérification du cessez-le-feu, à l'accès humanitaire et à l'obtention de garanties de sécurité de la part de toutes les parties. Une réaction dominante a contesté cette présentation. De nombreux commentateurs ont estimé que l'atterrissage d'un hélicoptère de la MONUSCO ne constituait pas une réouverture officielle. Le scepticisme portait moins sur la présence de la MONUSCO que sur ce qui était perçu comme une exagération des faits. Parmi les autres réactions :

- **Préoccupations relatives au contrôle et à la légitimité** : une part importante des commentaires portait sur la question de savoir qui contrôle l'aéroport. Beaucoup se sont demandé si l'AFC/M23 avait autorisé l'atterrissage et si le fait de s'engager opérationnellement avec les infrastructures sous leur contrôle équivalait à une reconnaissance ou à une légitimation. Certains commentaires ont présenté l'engagement autour de l'aéroport comme une preuve de « balkanisation », arguant que la réouverture dans les conditions actuelles symbolisait une autorité divisée plutôt qu'un contrôle étatique restauré.

“Balkanisation commence, deux capitales, deux aéroports, deux entrees internationales. Tout est prêt”

“Avec cette manœuvre, la Monusco risque de légaliser Le M23, voyons voir à l’allure où iront les choses.”

- **La paix avant la logistique** : un autre thème récurrent était celui de la hiérarchisation des priorités. Certains commentateurs ont fait valoir que la réouverture d'un aéroport était secondaire par rapport à l'expulsion des forces étrangères, au rétablissement du contrôle territorial ou à la réouverture des banques et des services publics. Un petit nombre d'entre eux ont rejeté complètement le cadre humanitaire, affirmant que la dignité et la souveraineté importaient plus que l'accès à l'aide. Ce discours ne rejette pas nécessairement le fait que les civils bénéficient de cet accès, mais reflète une frustration face à ce qui est perçu comme une hiérarchie : les infrastructures avant la souveraineté.

“Éviter de soutenir systématiquement la balkanisation. imposé d'abord le retrait des troupes étrangères rwandaises en Rdc selon la résolution 2373 au lieu de chercher comment favoriser nos agresseurs en ouvrant cet aéroport pour d'autres fins. Utilisez celle de Kisangani ah lacroix alias Mr double Jeux.”

“Nous n'avons pas besoin de votre aide humanitaire à Goma, envoyez ça à Gaza ou en Ukraine, là aussi il y a la guerre. Nous avons tout chez-nous. On a juste besoin de la paix et c'est tout.”

Ce que cela nous apprend

- Bien que les publications aient présenté l'atterrissage comme conditionnel et lié à la surveillance du cessez-le-feu, de nombreux commentateurs l'ont analysé à travers les prismes de l'autorité, du contrôle territorial et de la légitimité.
- Les sentiments négatifs à l'égard du secteur de l'aide sont restés minoritaires (17 %), et les critiques directes envers la MONUSCO représentaient une part encore plus limitée. Toutefois, certains discours — notamment ceux évoquant la légitimation d'acteurs armés ou la « balkanisation » — sont fortement émotionnels et politisés, et pourraient exercer une influence disproportionnée sur les opérations humanitaires et de maintien de la paix.
- Le recours à un vocabulaire technique tel que « garanties » ou « mécanismes de vérification » est interprété par certains comme un signe d'alignement politique ou de compromis. La manière dont ces éléments sont communiqués — en particulier la clarification de ce que recouvre ou non la notion de « réouverture » — peut influencer la perception des développements logistiques, perçus soit comme des avancées pragmatiques, soit comme des concessions politiques.

Poursuite de la confusion autour du mandat de la MONUSCO et écart entre les attentes

Conformément aux conclusions du rapport couvrant la période du 12 au 24 janvier 2026, le sentiment négatif à l'égard de la MONUSCO demeure alimenté par une confusion persistante autour de son mandat et par un décalage entre attentes et réalité. Les utilisateurs des réseaux sociaux évaluent fréquemment la mission comme s'il s'agissait d'une force militaire offensive chargée de vaincre les groupes armés. Lorsque la violence persiste, cela est interprété non comme une limite structurelle du mandat, mais comme la preuve d'un échec, d'une complicité ou d'intentions dissimulées.

Une publication Facebook très commentée (313 commentaires) a tenté de clarifier cette distinction en citant le Secrétaire général des Nations unies, qui a déclaré que la MONUSCO « n'a ni le mandat ni la capacité d'imposer la paix », soulignant que la mission n'est pas une force militaire offensive, qu'elle ne peut pas vaincre militairement le M23 et que son rôle se limite à la protection des civils, au soutien à l'autorité de l'État et à la facilitation du dialogue.

Loin de réduire l'écart entre attentes et réalité, cette clarification a suscité de vives réactions. De nombreux commentaires ont rejeté cette prémisse et remis en cause la pertinence du maintien de la mission si celle-ci ne peut imposer la paix par la force militaire. Par exemple :

“Pourquoi négocier avec les rebelles ? Avec les moyens dont dispose la Monusco, pourquoi ne peut on pas les neutraliser purement et simplement ?”

D'autres commentaires sont allés plus loin, présentant les limites du mandat comme une preuve de mauvaise foi ou de collusion :

“Nous savons tous que l'ONU soutient les ennemis, s'il vous plaît, l'ONU doit quitter ce pays 🇷🇺, vous savez très bien que tout ce génocide est en cours” (“We all now that UN is behind the enemies plz UN out this country 🇷🇺 all of this genocide is going on you knows it well”) (commentaire rédigé en anglais)

Une affirmation isolée selon laquelle le mandat aurait « changé » pour devenir offensif illustre la manière dont la désinformation ou une mauvaise interprétation peuvent accentuer la confusion, alimenter des attentes irréalistes quant à une action militaire décisive et accroître la frustration ou l'hostilité lorsque ces attentes ne sont pas satisfaites :

“le mandat a changé c'est un mandat offensif avec de nouvelles troupes.”

Comme relevé dans le rapport précédent, les efforts de communication sur les limites du mandat peuvent involontairement renforcer une perception d'inefficacité si la légitimité est assimilée à des résultats militaires tangibles. L'enjeu central ne tient pas seulement à un déficit d'information, mais à une divergence structurelle entre la définition institutionnelle du maintien de la paix (protection, stabilisation, facilitation) et les attentes du public en matière d'action militaire décisive.

→ La persistance de ce discours au fil des périodes analysées suggère qu'une clarification du mandat, prise isolément, est peu susceptible de modifier les perceptions si elle ne s'accompagne pas d'éléments répondant aux attentes relatives aux résultats en matière de protection des civils et de contrôle territorial.

Publications axées sur le genre : engagement largement constructif, politisation limitée

Quatre publications Facebook — trois émanant d'ONU Femmes et une de la MONUSCO — ont porté sur la planification en matière d'égalité des genres, le leadership des femmes dans les processus de paix, la participation des femmes aux médias ainsi que sur le rôle de femmes soldats de la paix soutenant la sécurité agricole en Ituri.

- **Publications d'ONU Femmes** : l'engagement suscité par les trois publications d'ONU Femmes a été principalement constructif. Les commentaires concernaient notamment :

- des demandes d'extension des initiatives à d'autres provinces ;

“Quand comptez-vous élargir ce plan dans les Provinces?”

- des appels à l'inclusion de groupes spécifiques ;

“Daignez svp penser aux Asbl des Femmes handicapées”

- un intérêt exprimé pour la participation.

“Comment participer ?”

Aucune réaction négative manifeste à l'égard du langage en faveur de l'égalité des genres, du leadership féminin dans les processus de paix ou de la participation des femmes aux médias n'a été relevée dans les commentaires examinés.

“Quand les femmes s'expriment, c'est toute la communauté qui avance ! Félicitations pour cette initiative inspirante ! 🍊”

- **Publication sur le contingent féminin de la MONUSCO** : la publication présentant le contingent féminin indonésien de la MONUSCO assurant la sécurité des zones agricoles en Ituri a suscité des réactions mitigées mais limitées. Certains commentaires exprimaient leur satisfaction, tandis que d'autres adoptaient un ton plus critique ou désinvolte. Un commentaire a déplacé l'attention vers les violences en cours dans d'autres zones.

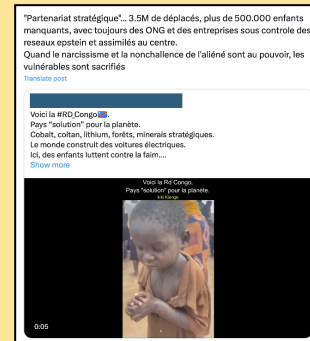
Il convient de noter que les critiques ne portaient pas sur le genre ou sur la participation des femmes en tant que telle. Les rares réactions négatives visaient la MONUSCO de manière plus générale et s'inscrivent dans la tendance plus large observée dans les publications liées aux questions de sécurité durant cette période de suivi.

Ce que cela nous apprend

- Les publications axées sur le genre — en particulier celles portant sur la planification, le leadership et l'impact au niveau communautaire — ont suscité des réactions majoritairement constructives et très peu de commentaires politiques négatifs dans l'échantillon à forte interaction analysé. Lorsque des réactions négatives sont apparues (notamment dans le cas de la MONUSCO), elles traduisaient une frustration générale à l'égard de la mission plutôt qu'une opposition au rôle des femmes ou aux initiatives en faveur de l'égalité des genres.
- Cela indique que les contenus programmatiques liés au genre, lorsqu'ils sont présentés sous un angle pratique et ancré dans les réalités communautaires, ne déclenchent pas, à ce stade, les mêmes discours délégitimants que ceux observés dans les publications directement associées aux cessez-le-feu, au contrôle territorial ou à la diplomatie sécuritaire de haut niveau.

Analyse des acteurs clés

Au cours de la période de suivi retenue, un nombre limité d'utilisateurs ont publié, et non simplement commenté, des contenus critiques à l'égard du secteur de l'aide humanitaire. Ces publications ont suscité peu d'engagement et n'ont donné lieu ni à une amplification significative ni à des interactions coordonnées. Les critiques observées traduisent un scepticisme latent envers les acteurs internationaux opérant dans l'est de la RDC, plutôt qu'une campagne organisée visant des organisations spécifiques. Elles se distinguent des 25 % de commentaires négatifs identifiés dans l'ensemble de données plus large. En raison de contraintes techniques ainsi que d'exigences liées au RGPD et à la protection des données, aucune analyse individualisée des comptes n'a été menée pour l'échantillon global de commentaires. Pour le petit nombre de publications examinées, l'analyse s'est limitée à des indicateurs de surface (par exemple, niveau d'engagement, transparence du profil). Aucune évaluation approfondie du comportement, des réseaux ou de l'identité n'a été effectuée, conformément aux principes de protection des données et de surveillance éthique.



1. Échelle et portée limitées

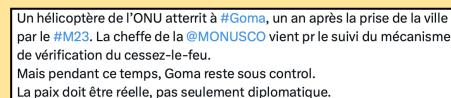
- Quatre comptes pertinents seulement ont été identifiés dans l'échantillon analysé.
- L'engagement était faible (peu de réponses, de partages ou d'interactions).
- Aucun indice d'amplification coordonnée ni de comportement en réseau.
- Les récits sont restés circonscrits aux comptes individuels.

Ces éléments indiquent des expressions isolées plutôt qu'une mobilisation émergente.



2. Nature des critiques

- **Crédibilité et documentation** : un compte a mis en doute la validité ou le calendrier de publication d'un rapport d'ONG, estimant qu'il manquait d'éléments probants. Le message formulait des réserves d'ordre procédural plutôt que de relayer des allégations manifestement fabriquées.
- **Récits d'alignement politique** : deux publications ont associé des ONG ou fondations à des agendas géopolitiques plus larges, alléguant un alignement sur des intérêts politiques étrangers. Ces affirmations n'étaient pas étayées, mais reflétaient une méfiance politique diffuse.
- **Méfiance structurelle et enjeux liés aux ressources** : une publication reprenait des narratifs récurrents selon lesquels les acteurs internationaux bénéficieraient de l'instabilité ou seraient indirectement liés à l'exploitation minière.



3. Évaluation des profils

- Deux personnalités publiques vérifiées (un journaliste et un activiste) et un compte vérifié à faible portée.
- Un compte non vérifié utilisant une photo de profil probablement générée par intelligence artificielle.
- Aucun comportement automatisé de type bot détecté.
- Aucun signe de coordination dans les publications.

Le contenu apparaît ainsi organique et fondé sur des opinions individuelles, plutôt que coordonné.

4. Évaluation des risques

- Aucune dynamique virale observée pour ces quatre comptes.
- Aucun appel à l'action ni ciblage opérationnel identifié dans l'échantillon analysé.

Néanmoins, les narratifs relevés s'inscrivent dans une méfiance plus large et récurrente à l'égard des acteurs internationaux dans l'est de la RDC. Bien qu'ils n'aient pas été amplifiés durant cette période, ces thèmes pourraient réémerger à l'occasion d'événements politiques ou sécuritaires majeurs.

Publications liées aux donateurs : engagement limité, scepticisme concentré

Deux publications Facebook ont appelé à une réponse renforcée de l'Union européenne à la crise dans l'est de la RDC, notamment à la suite de l'appel de la Belgique en faveur d'une action européenne accrue. La première détaillait les discussions entre ministres des Affaires étrangères de l'UE, évoquant les niveaux de financement humanitaire, l'engagement diplomatique, les échanges sur d'éventuelles sanctions et l'urgence de rouvrir l'aéroport de Goma. La seconde réitérait l'appel belge à une action coordonnée de l'UE, notamment pour faciliter l'accès humanitaire via l'aéroport. Au total, ces deux publications n'ont généré que 38 commentaires, ce qui traduit un engagement relativement faible par rapport à d'autres sujets fortement médiatisés durant la période de suivi. Parmi ces commentaires, 14 (environ 37 %) exprimaient un sentiment négatif à l'égard de l'UE, de la Belgique ou des donateurs en général.

- **L'UE et la Belgique présentées comme complices ou hypocrites** : certains commentaires négatifs ont accusé l'UE, et la Belgique en particulier, de faire deux poids deux mesures. Plusieurs ont présenté les États européens comme tirant profit du commerce des minerais tout en exprimant publiquement leur préoccupation humanitaire.

“Les hypocrites qui jouent au jeu de pyromane à la fois pompier(U E) pensent que nous sommes trop bête pour comprendre leur double jeu !”

“Ils  ont du mal à sanctionner le Rwanda car ils achetaient des minerais de contrebande”

- **Appels à des sanctions et à la responsabilisation** : certains commentaires se concentraient moins sur le rejet de l'engagement de l'UE que sur la demande d'actions concrètes, en particulier des sanctions contre le Rwanda ou le président Kagame. Dans ce contexte, l'aide humanitaire était considérée comme insuffisante sans conséquences politiques.

“La Belgique parles aujourd'hui mais de tous ces temps elle était où ? A quand les sanctions au Rwanda ? seulement la théorie en faveur de la RDC     ”

Ce que cela nous apprend

- Malgré un niveau global d'engagement faible, les sentiments négatifs se concentraient proportionnellement parmi les commentaires traitant du fond des publications. La visibilité des donateurs européens semble activer plus aisément des discours établis relatifs à l'exploitation minière, aux alignements géopolitiques et aux griefs historiques que de simples mises à jour techniques sur l'aide humanitaire.
- Il convient de souligner que ces critiques ne traduisaient pas un rejet systématique de l'implication internationale. Au contraire, plusieurs commentaires laissaient entendre que l'engagement de l'UE ne serait perçu comme crédible que s'il s'accompagnait de sanctions, de pressions politiques ou de mesures explicites concernant le rôle du Rwanda.

Autres ressources

Insecurity Insight analyse régulièrement les principaux débats autour des activités humanitaires, en s'appuyant sur les informations publiées depuis des adresses IP situées en République démocratique du Congo, au Soudan et en Syrie. Il est de plus en plus crucial de comprendre comment les acteurs humanitaires sont présentés en ligne. Les discours sur les réseaux sociaux façonnent la perception qu'ont les communautés des organisations humanitaires et peuvent influencer l'accès opérationnel et la sécurité du personnel. Alors que le discours en ligne occupe une place de plus en plus centrale dans la compréhension et la contestation de l'aide, le suivi de ces discours est essentiel pour l'acceptation de l'aide, la gestion de la sécurité, la programmation et la communication avec les populations affectées. **Abonnez-vous à notre liste de diffusion** « Surveillance des médias sociaux » pour recevoir des mises à jour régulières.

Tous les commentaires négatifs visant le secteur de l'aide ont été codés et regroupés en catégories narratives afin d'identifier les thèmes récurrents dans les discours en ligne.

Sur un total de 2 459 commentaires, **618 exprimaient un sentiment négatif à l'égard du secteur de l'aide**. Le graphique présente toutefois 652 occurrences narratives codées, certains commentaires contenant plusieurs récits négatifs et ayant donc été classés dans plusieurs catégories.

Cette méthode permet de rendre compte de l'ensemble des thèmes exprimés, plutôt que de restreindre chaque commentaire à une seule catégorie analytique.



Chiffres clés

Les réseaux sociaux constituent un espace en évolution permanente, qui requiert une analyse centrée sur des thématiques et des enjeux clairement définis. Les données présentées ci-dessous illustrent la manière dont un volume beaucoup plus large de communications en ligne a été resserré en un échantillon exploitable de commentaires, en se concentrant sur les publications suscitant le plus d'attention autour de sujets influençant la perception publique des acteurs de l'aide humanitaire. Dans la mesure où les réseaux sociaux relient les expériences locales à des audiences externes, le langage employé dans les commentaires constitue un indicateur clé des interactions entre discours locaux et internationaux. La répartition des commentaires par type d'organisation reflète la structure complexe du secteur humanitaire, au sein duquel agences des Nations unies, organisations internationales et acteurs de la société civile locale interviennent avec des mandats et des niveaux de visibilité distincts, et sont dès lors perçus différemment. Les sentiments négatifs sont présentés séparément car, même lorsqu'ils restent numériquement limités, ils peuvent jouer un rôle disproportionné dans la formation de récits préjudiciables — notamment en matière de désinformation, de délégitimation et de fausses informations — avec des conséquences potentielles sur l'acceptation, l'accès humanitaire et la sécurité du personnel.

Échelle d'analyse

- Publications analysés : 50
- Portée totale estimée : 5,6 millions d'utilisateurs de réseaux sociaux
- Nombre total de commentaires analysés : 2 459

Langue des commentaires

- Français : 92,4 % (2 273)
- Lingala : 3,5 % (87)
- Anglais : 1,0 % (25)
- Swahili : 0,7 % (17)
- Emojis/sans texte : 2,2 % (54)
- Autres langues : 0,1 % (3)

<u>Répartition des commentaires par type d'organisation</u> • MONUSCO : 39,5 % (971) • Système des Nations Unies : 33,5 % (823) • Agence des Nations Unies : 10,9 % (267) • Organisations humanitaires internationales : 7,1 % (175) • ONG locales / OSC : 7,0 % (172) • Donateurs : 1,5 % (37) • Général (non spécifique) : 0,6 % (14)	<u>Sentiment négatif</u> • Commentaires négatifs : 25 % des commentaires
--	---

Utilisation des données et avis de non-responsabilité

Ce rapport comprend une analyse du contenu des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plates-formes ouvertes. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de supprimer ou de masquer les détails d'identification, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été réalisée dans l'intérêt public et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. L'objectif de cette analyse est de soutenir le dialogue humanitaire, d'informer les politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public. Ce document est publié par Insecurity Insight. Son contenu relève de la responsabilité d'Insecurity Insight. L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation Humanitaire à Humanitaire (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires. Les questions et les commentaires sont les bienvenus. Partagez ce que vous observez sur le terrain et en ligne. Vos commentaires nous aident à maintenir l'analyse précise et à jour. Email : info@insecurityinsight.org. Joignez-vous à nos efforts pour protéger l'espace humanitaire. Inscrivez-vous à notre liste de diffusion sur [la surveillance des réseaux sociaux](#). Vous trouverez d'autres ressources sur le site web du **Social Media Monitoring**. Soutenez notre travail en partageant cette ressource. Veuillez copier et coller ce lien : <https://bit.ly/25Jan-15Fev2026DRCSMMBriefFR>

Citation suggérée : Aperçu sur l'insécurité. 2026. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au RDC, 25 Janvier - 15 Février 2026. Suisse : Insecurity Insight. <https://bit.ly/25Jan-15Fev2026DRCSMMBriefFR>

